

STANISLAS SOPICKI

LE MOUVEMENT
DÉMOCRATE-CHRÉTIEN
EN POLOGNE



Publié par le Comité du Parti Chrétien du Travail
74, Cornwall Gardens, London S. W. 7
LONDRES 1948

PERIODE DES PARTAGES

La Pologne, pays catholique fortement imprégné de civilisation occidentale, a été un terrain naturellement propice à la propagation des idées du catholicisme social. Cependant, pour différentes raisons, le mouvement chrétien social ne s'est pas développé en Pologne aussi vite qu'en Italie et en France et il n'y a pas encore atteint le même essor que dans ces deux pays.

Les partages de la Pologne sont la cause principale de ce retard. À une époque où dans les autres pays des hommes tels que Mgr. Ketteler, Albert de Mun, l'abbé Schaepman, le professeur Toniolo pouvaient agir en toute liberté et que des partis catholiques à tendance sociale s'organisaient sans entraves, la Pologne était sous la domination étrangère. Cette République qui couvrait encore, dans la seconde moitié du 18^e siècle, une superficie de 755.000 kilomètres carrés, était tombée sous le joug de ses trois voisins. Le but suprême des Polonais était de reconquérir leur indépendance perdue et ce but refoulait au second plan toute autre préoccupation. Il y avait, sans doute, de nombreux Polonais qui aspiraient à des réformes économiques et sociales, mais, pour beaucoup de patriotes c'étaient des questions de moindre importance. La première chose à faire, selon eux, c'était de chasser les envahisseurs, après on pourrait s'occuper à loisir de l'aménagement intérieur du pays. Dans la lutte

avec l'étranger les sentiments patriotiques s'exacerbaient et se muaient chez certains en un nationalisme véhément.

D'autre part, il ne faut pas oublier que le mouvement chrétien social en Europe occidentale concentrait toute attention sur le problème ouvrier; or, la Pologne était un pays éminemment agricole. Les occupants se souciaient nullement d'industrialiser la Pologne. Il est vrai que là où se trouvaient de grandes richesses minérales (comme p. ex. le charbon en Haute-Silesie) il n'était guère possible d'empêcher la création de grands centres industriels, mais, en général, les puissances copartageantes considéraient les territoires polonais comme un immense glacis où s'affronteraient un jour les armées des trois empereurs. Quel sens aurait-il eu donc de développer l'industrie dans des régions frontières menacées?

La Russie bâtit un important système de forteresses en Pologne, mais elle ne se hâta guère de développer le réseau ferroviaire, car elle prévoyait qu'en cas de guerre de grandes étendues de territoire seraient, conformément à la tradition stratégique russe, cédées à l'ennemi. Quant au gouvernement de Vienne il favorisait l'industrialisation de Bohême et de l'Autriche proprement dite aux dépens de lointaine Galicie polonaise. L'industrie allemande, enfin, se concentrait surtout en Rhénanie et en Saxe.

Les tendances économiques divergentes des puissances occupantes et leurs plans stratégiques eurent pour résultat de retarder considérablement la soudure en un seul organisme économique des trois parties de la Pologne redevenue indépendante en 1918 en conclusion de la première guerre mondiale. Rappelons alors que le territoire polonais libéré (387.000 km²) ne comprenait que la moitié de la superficie de l'ancienne Pologne d'avant les partages.

Sous la domination étrangère l'activité politique était grandement entravée par la police. Il y eut une période au cours de laquelle un curé catholique de la

Pologne orientale ne pouvait s'éloigner de sa paroisse sans l'autorisation de la police russe. Il est vrai que ces paroisses ayant parfois l'étendue d'un département français, la restriction de la liberté de mouvements du clergé n'était pas très cruelle, néanmoins elle gênait certainement son activité.

Il faut aussi reconnaître que le clergé polonais n'avait pas immédiatement saisi toute la portée de l'encyclique „*Rerum Novarum*“ et des autres appels du Souverain Pontif en faveur d'une participation active à la grande tâche de la transformation du régime économique et social.

Les progrès du mouvement chrétien-social polonais ont donc été assez lents. En Pologne occidentale il se modelait souvent sur l'activité des catholiques allemands. En 1889 fut créé à Bytom en Haute-Silesie la première organisation professionnelle dite de Secour Mutuel. C'est en Westphalie où le nombre des mineurs polonais était important que fut fondée en 1902 l'Union Professionnelle Polonaise qui s'étendit progressivement et finit par avoir des sections dans tous les centres où travaillaient des ouvriers polonais. En 1914 l'Union Professionnelle Polonaise était devenue la plus puissante organisation polonaise d'Allemagne. Bien que le mot „chrétien“ ne figurât pas dans son nom l'Union s'inspirait des principes chrétiens et de nombreux prêtres en étaient des membres actifs.

Dans l'ancienne Pologne russe la police tsariste considérait les masses ouvrières d'un oeil méfiant. C'est seulement après les tentatives révolutionnaires de 1905 qu'on put fonder des associations d'ouvriers chrétiens de caractère éducatif. Dans l'ancienne monarchie austro-hongroise des associations culturelles et éducatives catholiques firent leur apparition dès la fin du 19^e siècle, mais le mouvement professionnel chrétien ne se développa pour de bon que dans les dernières années précédant la première guerre mondiale. C'est à cette époque que fut fondé le premier parti démocrate-chrétien polonais.

EN POLOGNE INDEPENDANTE

Après la restauration de l'indépendance la vie politique, libérée de ses entraves, prit en Pologne un grand essor. De nouveaux partis furent créés et chacun d'eux chercha à recruter des partisans dans toutes les régions du pays. Cependant les différences qui avaient leur origine dans les temps de la domination étrangère ne restèrent pas sans influence sur le développement intérieur de la Pologne. Les conflits et scissions à l'intérieur des partis furent fréquents, certains de ces partis ne surent pas embrasser l'ensemble des problèmes de la politique polonaise et, en outre, les partis étaient certainement trop nombreux. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le mouvement démocrate-chrétien n'ait pas su lui non plus, réaliser une consolidation nécessaire.

En ce qui concerne les syndicats professionnels rappelez que déjà dans la première diète (parlement) de la Pologne indépendante (1919—1922) ils ont eu un certain nombre de représentants. Ceux-ci prenaient activement part aux débats concernant les questions commerciales et industrielles, défendaient les intérêts des ouvriers et veillaient à ce que la législation sociale soit conforme aux idées de justice et de progrès. Il faut dire à la louange de ce premier parlement qu'il a réalisé à une énorme majorité des réformes hardies en faveur des ouvriers en dépit de la situation financière très précaire des ruines accumulées par guerre et des difficultés du travail de reconstruction. La Pologne presque entière avait été un champ de bataille. Beaucoup d'usines étaient en ruines. La révolution bolchévique en Russie, le disparition de l'Autriche, les bouleversements en Allemagne saperent les bases du commerce polonaise. L'agriculture était dans le marasme. Le nombre des mutilés et des orphelins était considérable. Et pourtant en dépit de ces circonstances si défavorables le parlement polonais eut

conscience qu'il ne fallait pas ajourner les réformes sociales.

Ainsi cette première diète (1919—1922) vota une série de lois très avantageuses aux ouvriers. Citons la loi sur les congés dans le commerce et l'industrie votée en mai 1922, due à l'initiative des démocrates chrétiens. Cette loi assurait aux ouvriers huit jours de congé payé annuel après une année de travail ininterrompu et quinze jours de congé payé annuel après trois années de travail. La Pologne est un des premiers pays du monde qui ait adopté une telle réforme.

Auparavant encore la diète polonaise avait introduit une réglementation de la durée du travail instituant la journée de 8 heures et la semaine de 46 heures. Citons aussi l'importante loi sur l'assurance des travailleurs en cas de maladie.

En 1924 fut votée la loi sur la protection de la maternité. En plus des stipulations réglant les conditions de travail des femmes avant et après l'accouchement, la loi en question rendait obligatoire la création de crèches d'usines. Chaque établissement employant plus de 100 femmes devait entretenir une crèche à ses frais.

Ne négligeons pas de mentionner également la loi sur le travail des adolescents. Certains travaux furent interdits à ces derniers comme aussi aux femmes, comme p. ex. le travail de nuit (à quelques rares exceptions près). On interdit également de faire travailler gratuitement les adolescents sous prétexte d'apprentissage.

Toutes ces lois progressistes et justes ne restèrent nullement lettre morte: leur application était contrôlée par l'inspection du travail. En vue de régler les conflits du travail on créa des tribunaux du travail.

Les démocrates chrétiens s'intéressaient aussi, cela va sans dire, aux problèmes agraires. En ce domaine

le parlement polonais n'hésita pas à prendre des décisions hardies. On discuta sur la fixation de superficie minimum à exempter du parcellement obligatoire des propriétés et sur le montant de l'indemnisation des propriétaires expropriés, mais la grande majorité de la diète admit la nécessité de partage des grands domaines entre les paysans. Dejà le premier parlement polonais avait adopté une loi sur la réforme agraire, par suite de laquelle la grande propriété diminuait régulièrement d'année en année. En 1939 les domaines de plus de 100 hectares n'occupaient plus que 20% de la superficie des terres arables. C'est un pourcentage très faible, et, du reste, un domaine de 100, 200 et même de 300 hectares peut-il être vraiment considéré comme un latifondium? Les domaines réellement vastes étaient peu nombreux en Pologne. Pourtant beaucoup d'étrangers croyaient dur comme fer aux balivernes racontées par les communistes qui voulaient faire croire que la Pologne était un „pays féodal“ où des serfs cultivaient, à la sueur de leur front, les immenses domaines de leurs seigneurs, comtes et princes!

Come ils soutenaient la réforme agraire et défendaient sincèrement les intérêts des paysans, les démocrates chrétiens pouvaient naturellement toujours compter sur les voix de ces derniers. Ils ne constituaient pas un parti exclusivement urbain, bien que, sans aucun doute, c'est surtout dans les villes qu'ils recrutèrent ses adhérents.

Les élections fournissent la meilleure preuve de la force de tout mouvement politique. Créé en 1921, le Parti Démocrate Chrétien obtint 43 sièges aux élections de 1922. Le nombre total des députés à la diète étant de 444, la représentation des démocrates chrétiens n'était pas négligeable. Cependant, comme dans ces élections ils avaient fait bloc avec la droite, il est difficile de délimiter exactement l'étendue et les zones de leur influence. En 1928 les démocrates

chrétiens s'allierent aux populistes modérés du parti „Piast“ dirigés par l'éminent leader paysan Vincent Witos. Les deux partis formèrent le tronc du centre polonais. A la répartition des mandats les démocrates chrétiens se virent allouer 15 sièges au parlement mais, il faut se rappeler que les partis d'opposition étaient à cette époque victimes de différents procédés d'intimidation et d'abus de la part du bloc gouvernemental. On était alors au lendemain du coup d'état de mai 1926. En fait le pouvoir était aux mains de Pilsudski, mais il est juste de faire remarquer que celui-ci n'avait pas supprimé le parlement, qu'il n'avait pas aboli les partis politiques. Il serait donc singulièrement exagéré de prétendre que la Pologne avait alors un régime totalitaire. Cependant, il n'est pas douteux que le système en vigueur était assez peu démocratique, que la police intervenait par trop dans la vie politique et que les libertés politiques des citoyens étaient soumises à toutes sortes de restrictions. Après la mort de Pilsudski (mai 1935) la situation s'aggrava encore.

Mais, même durant cette période, la Pologne était loin de se muer en état „féodal“. Tout au contraire elle avançait résolument dans la voie des réformes sociales. C'est ainsi que furent promulguées des lois instituant l'assurance-vieillesse en faveur d'abord des travailleurs intellectuels, puis quelques années plus tard, en faveur des ouvriers. Sous ce rapport la Pologne peut servir d'exemple à beaucoup d'autres pays du monde.

Au cours de la grande crise mondiale qui commença en 1929 la Pologne procéda comme les autres états à des économies en matière d'assurances sociales. Comme d'autre part, les instituts d'assurances ne jouissaient pas de véritable autonomie et qu'en général, le système de gouvernement était fort impopulaire, mecontentement et l'amertume s'emparaient des masses ouvrières.

Ceci explique pourquoi les démocrates chrétiens sont restés dans l'opposition depuis le mois de mai 1926 jusqu'au début de la seconde guerre mondiale. Ils conservèrent leur représentation à la diète jusqu'en 1935 mais lorsque fut instauré un système électoral anti-démocratique ils boycottèrent les élections, suivant en cela l'exemple des autres partis d'opposition.

Au cours de cette longue période les effectifs du parti démocrate-chrétien diminuèrent. Il arrive toujours, aussi bien en Europe occidentale qu'en Pologne, que lorsqu'un parti est au pouvoir le nombre de ses adhérents augmente. Ces derniers ne se recrutent pas seulement parmi ses partisans idéologiques mais aussi dans la grande masse des opportunistes désireux de s'assurer des avantages matériels. Lorsque, au contraire, un parti est en butte aux fracasseries et aux persécutions, lorsque la qualité de membre de ce parti entraîne des ennuis et tracasseries de toute sorte et des difficultés matérielles alors les opportunistes l'abandonnent et changent de camp. Mais ceux qui restent par fidélité pour leur idéal s'aguerissent dans la feu de la lutte et se serrent autour de leur drapeau.

Il en fut ainsi dans le parti de la Démocratie Chrétienne. Il eut à surmonter les plus graves difficultés, mais il ne se laissa pas abattre et n'abandonna pas la lutte pour la démocratie.

Le parti subit des transformations. C'est ainsi par exemple que le rôle du clergé alla en diminuant. Se conformant aux recommandations de Pie XI les prêtres décidèrent en général de se retirer de la vie politique pour se consacrer à l'Action Catholique. Le fondateur et premier leader du parti l'abbé Stanislas Adamski, futur évêque de Silesie, céda ses fonctions au député Joseph Chacinski auquel succéda à son tour, en 1931, Wojciech Korfanty champion de la lutte pour la libération de la Silésie.

CREATION DU PARTI DU TRAVAIL

Korfanty était fils de mineur. En 1903 il fut élu pour la première fois député au Reichstag et, depuis, pendant 15 ans, il ne cessa d'y combattre pour la défense des droits des Polonais. Après la première guerre mondiale c'est lui qui prit la direction de la campagne plébiscitaire en Haute-Silésie. Il prit en mai 1921 la tête du mouvement insurrectionnel causé par crainte de voir la Pologne lésée par un partage injuste de la Haute-Silésie. C'est à sa ténacité et à sa dévotion que la Pologne doit d'avoir récupéré en 1921 une partie au moins de la Haute-Silésie avec ses richesses minérales et industrielles.

Korfanty passait souvent à l'étranger pour un nationaliste fanatique. En réalité, il s'éleva fréquemment, et surtout dans les dernières années de sa vie, contre les excès du nationalisme, il insista sur la nécessité absolue de suivre dans la politique mondiale les préceptes de la morale chrétienne. Il comprenait le besoin d'une collaboration entre les parties démocrates-chrétiens des divers pays et veilla à ce que le parti de la Démocratie Chrétienne polonaise prenne part, comme les Allemands, aux congrès internationaux du mouvement.

Mais, Korfanty connaissait bien la force du nationalisme allemand. Vivant et travaillant en Silésie à quelques kilomètres de la frontière allemande il observait de près les événements d'Allemagne. Aussi, lorsqu'en janvier 1933, Hitler s'empara du pouvoir, Korfanty sonna l'alarme. D'abord en Pologne et ensuite en Tchécoslovaquie, où il avait émigré en avril 1935, il écrivit une série d'articles condamnant l'hitlérisme et conjurant ses compatriotes de se tenir sur leurs gardes. Suivant ses directives le parti démocrate-chrétien s'éleva énergiquement contre la politique de M. Beck et s'efforça de dissiper les illusions que cer-

tains Polonais se faisaient quant aux intentions d'Hitler.

Lorsqu'en 1936 le danger se précisa, d'éminents patriotes polonais groupés autour de la personne vénérée de Paderewski lancèrent un appel en faveur d'une consolidation des mouvements qui avaient des programmes similaires, insistant sur la nécessité d'éviter de gaspiller les efforts dans des luttes stériles.

Déjà précédemment, en 1931, les trois partis pay-sans avaient, dans un esprit analogue, réalisé leur union et s'étaient fondus en seul grand parti sous la direction de Vincent Witos.

En 1937 les démocrates chrétiens écoutèrent à leur tour, les appels à la consolidation et décidèrent de s'unir avec le Parti National Ouvrier dont un des chefs les plus éminents était M. Karol Popiel. C'était un parti sincèrement démocratique se situant à gauche de la Démocratie Chrétienne, mais comptant parmi ses adhérents beaucoup d'ouvriers qui, idéologiquement ne se distinguaient presque en rien des démocrates chrétiens.

La fusion des deux parties s'effectua le 10 octobre 1937 à Varsovie et donna naissance au Parti du Travail qui continue à vivre sous ce nom jusqu'à maintenant. Le programme du nouveau parti souligna très nettement son caractère sincèrement démocratique et condamna résolument les tendances totalitaires. Il proclama sa fidélité aux principes du christianisme et son attachement inébranlable aux droits imprescriptibles de l'individu. Il insista également sur le caractère patriotique du parti et manifesta son hostilité aussi bien envers l'hitlérisme qu'envers le bolchévisme, proclamant la nécessité d'une collaboration avec les démocraties occidentales.

Le nouveau groupement attira à lui beaucoup de gens qui n'avaient appartenu jusqu'ici ni à la Démocratie Chrétienne ni au Parti National Ouvrier comme p. ex. les membres de l'Union des Anciens Combattants de l'armée Haller avec leur chef lui-même, le general

Haller, ancien commandant de cette armée qui avait été organisée en France pendant la première guerre mondiale. C'est lui qui fut élu président du Conseil suprême. Ce dernier désigna à son tour le Comité Exécutif du parti dont la présidence fut confiée à W. Korfanty. Cependant comme celui-ci séjournait alors en Tchécoslovaquie, et ne pouvait que donner des directives générales, la direction effective du Comité Exécutif passa au viceprésident Karol Popiel. Korfanty mourut en août 1939.

Les deux premières années de l'activité du parti coïncident avec les deux dernières années de la paix. C'était en Pologne une période de haute tension et de violentes luttes politiques. Le Parti du Travail réclamait énergiquement un changement de système de gouvernement et combattait la politique étrangère du colonel Beck. Il mettait en garde les Polonais contre les assurances fallacieuses d'Hitler, il démontrait la nécessité de l'union de tous les partis polonais dans un effort commun en vue de conjurer le danger menaçant.

Hélas! les articles sonnant l'alarme dans la presse du Parti du Travail étaient confisqués et les militants traduits en justice! Pas plus que l'action des autres partis d'opposition celle du Parti du Travail ne réussit à amener un changement du système de gouvernement; elle contribua, du moins, à accroître la conscience du danger allemand dans les masses et ainsi, lorsque Hitler attaqua la Pologne en 1939 la nation polonaise se trouvait moralement prête à la guerre.

La fusion des deux partis d'où sortit le nouveau Parti du Travail ne fut malheureusement pas suivie d'une consolidation parallèle du mouvement syndical qui continua à être divisé en deux groupements. L'un était représenté par la vieille, Union Professionnelle Polonaise dont il a été question plus haut, l'autre par l'Union Professionnelle Chrétienne créée en 1919 et numériquement plus faible. La discorde entre ces deux

unions syndicales ne profitait qu'aux syndicats socialistes et autres.

L'association de la jeunesse ouvrière „La Renaissance“ était destinée à préparer les cadres de la nouvelle génération de travailleurs démocrates chrétiens. Rappelons encore les travaux scientifiques consacrés à l'étude de la doctrine démocrate-chrétienne poursuivis principalement à l'Université Catholique de Lublin. Citons en particulier les ouvrages de l'abbé Antoni Szymański professeur puis recteur de cette université ainsi que l'oeuvre de l'abbé Jan Piwowarczyk, publiciste démocrate-chrétien très fécond.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La conspiration criminelle de deux dictateurs totalitaires aboutit à la nouvelle guerre. En août 1939 la Russie et l'Allemagne tombèrent d'accord sur le mode de partage de la Pologne. Le 1er septembre la Pologne se trouva attaquée par les armées d'Hitler et le 17 septembre par celle de Staline. Après avoir d'un commun effort brisé la résistance de la Pologne les deux dictateurs se partagèrent le butin. Staline s'adjugea près de 52% du territoire polonais avec 13 millions d'habitants, Hitler s'empara du reste avec 22 millions d'habitants. Dans les deux parties du pays les envahisseurs entreprirent la liquidation des dirigeants patriotes et, en premier lieu, des militants des partis politiques.

L'immense majorité des membres du Parti du Travail resta en Pologne. Peu nombreux furent ceux qui sauvèrent leur liberté en s'expatriant. Allemands et Russes procédèrent à des arrestations en masse. Le Parti du Travail subit ainsi des pertes sévères et très douloureuses, surtout du fait de la terreur allemande.

Plusieurs membres du Comité Exécutif et beaucoup de militants et de simples adhérents du parti périrent.

Le mouvement clandestin sous l'occupation allemande prit un développement extraordinaire. Le nombre des publications périodiques secrètes dépassa la centaine. Certaines de ces publications paraissaient régulièrement à un très fort tirage. Le Parti du Travail avait ses propres organes; son organ central était la revue „Reforma“. Dans sa correspondance chiffrée avec Londres où était le siège du Gouvernement du général Sikorski le Parti du Travail se servait du pseudonyme „Losange“. Les autres partis usaient aussi de termes de géométrie, c'est ainsi que „Triangle“, „Carré“ et „Cercle“ désignaient respectivement les populistes, les nationaux et les socialistes. Ces quatre partis collaborèrent ensemble. Ils créèrent le Conseil de l'Unité Nationale, organe politique important et universellement respecté, dont le gouvernement polonais à Londres tenait le plus grand compte. Le temps n'est pas encore venu de dévoiler toute l'histoire et tous les détails personnels. Il n'est cependant pas inutile d'observer que c'est un membre du Parti du Travail M. C. Ratajski, ancien maire de Poznań decedé depuis, qui fut le premier Délégué du Gouvernement en Pologne occupée et que le dernier Délégué exerçant aussi les fonctions de vice-premier ministre en 1944 et 1945 et dirigeant en fait d'accord avec le gouvernement polonais de Londres tout le mouvement de résistance, était aussi un membre du parti, M. Jean Jankowski. Ce dernier fut arrêté par les bolchéviques et condamné à de nombreuses années de prison au procès de Moscou en Juin 1945.

Durant les années de guerre, si dures et si cruelles, l'idéologie démocrate-chrétienne a fait de grands progrès en Pologne. Devant les crimes épouvantables du fanatisme nationale allemand d'une part et le terrible danger que représente pour le monde le totalisme soviétique, d'autre part, beaucoup ont compris que le salut était dans le christianisme. Nombreux sont, en

outre, les catholiques qui se sont jusqu'ici tenus à l'écart de l'activité des partis mais qui ont compris maintenant qu'il était de leur devoir de prendre part à la vie politique.

En 1943 le groupe d'intellectuels catholiques „U-*nia*“, organisé clandestinement pendant la guerre fusionna avec Le Parti du Travail. C'est de ce groupe que sont sortis de nombreux intellectuels qui développèrent la doctrine formulée dans le programme du parti élaboré lors de sa fondation en 1937. En dépit des conditions les plus dures, menacés constamment par la Gestapo et risquant à tout instant l'emprisonnement et la mort, ils ont su intensifier les publications chrétiennes-sociales et propager avec succès les mots d'ordre nouveaux dans le public. Ils ont, entre autres, soutenu l'idée de la fédération des nations de l'Europe centrale placées entre la Russie et l'Allemagne.

Les militants du Parti du Travail restés au pays maintinrent un contact étroit avec leurs camarades que les hasards de la guerre ont fait échouer d'abord en France et ensuite à Londres. Ces derniers ne restèrent pas non plus inactifs. Ils résolurent de prêter leur entier concours au général Sikorski qui avait pris sur lui la lourde tâche de recréer l'armée polonaise et de continuer la lutte jusqu'à la victoire. Devant l'écroulement de l'ancien système de gouvernement antidémocratique il n'y avait plus de raison pour que le Parti du Travail ne fût représenté dans le gouvernement qui s'appuyait sur une large coalition englobant tous les partis de la gauche jusqu'à la droite. Dès 1939 le général Haller, président du Conseil Suprême du Parti du Travail entra dans le gouvernement et y resta pendant près de 4 ans. En 1941 ce fut le tour de M. Karol Popiel qui resta au gouvernement pendant plus de 3 ans, jusqu'en novembre 1944, d'abord dans le cabinet Sikorski et ensuite dans le cabinet Mikołajczyk.

M. Popiel organisa à Paris et ensuite à Londres un organe exécutif temporaire du mouvement pour la durée de la guerre sous le nom de Comité Central. Les

militants de la résistance polonaise s'adressaient fréquemment à ce Comité Central londonien pour lui demander de leur venir en aide ou de prendre des décisions; de son côté le Comité Central cherchait opinions des militants de Pologne sur les matières les plus diverses. Le Comité fonctionna jusque vers le milieu de 1945 ç. à. d. jusqu'au moment où M. Karol Popiel, suivant l'exemple de M. Mikołajczyk, partit pour Varsovie en dépit des avertissements de ses collègues qui ne partageaient pas sa croyance en la possibilité d'une lutte efficace pour la démocratie sous l'occupation soviétique.

LA LUTTE CONTRE LA SOVIETISATION DE LA POLOGNE

Le colosse hitlérien n'était pas encore abattu que déjà la nation polonaise se voyait menacée d'un nouveau et terrible danger venant, cette fois, de l'Est. En janvier 1944 les armées soviétiques avaient franchi en Volhynie la frontière orientale de la Pologne et avaient aussitôt commencé la lutte contre le mouvement de résistance clandestine des Polonais. Les soldats de l'armée secrète bien qu'ils aient combattu les Allemands dans ce secteur et qu'ils aient aidé les troupes russes, furent sur l'ordre de Staline désarmés, mis en état d'arrestation et envoyés dans les camps de concentration soviétiques. Les puissants alliés de l'armée polonaise à l'étranger, de cette armée qui se battait héroïquement à Monte Cassino et à Falaise, laissent faire sans réagir.

Lorsqu'ils pénétrèrent en Pologne centrale les Russes n'incorporèrent pas directement les territoires occupés à l'empire soviétique, ils appliquèrent un mode de soviétisation moins flagrant en cédant le pouvoir à

des agents communistes qui avaient créé le Comité dit de Lublin qui se proclama ensuite „gouvernement“. S'appuyant sur les baïonnettes russes ils brisèrent toute résistance et il devint évident qu'ils ne se laisseraient pas arracher un pouvoir conquis par la violence.

Les Polonais en exil se trouvèrent dès lors et de nouveau dans une situation tragique. Leurs alliés, Américains et Anglais, les pressaient de retourner dans leur patrie „libérée“ et s'efforçaient de les tranquilliser en argumentant que si tout n'était pas de leur goût en Pologne, eh bien! ils pourraient, n'est-ce pas? corriger ce qui ne leur plaisait pas par des élections libres et démocratiques. Le simple bon sens indiquait que ce qui avait l'appui des canons et des tanks soviétiques ne pourrait être supprimé par des bulletins de vote. La logique exigeait que ceux qui aspiraient à libérer les autres conservassent eux-mêmes leur propre liberté au lieu d'y renoncer en se laissant attirer derrière le „rideau de fer“ soviétique.

Ainsi, la masse imposante de près d'un quart de million de soldats polonais à l'étranger répondit négativement à l'appel insensé de Mikołajczyk qui prétendait faire confiance aux garanties des grandes puissances, et invitait ses compatriotes à accepter le partage de la Pologne perpétré à Yalta, à reconnaître le gouvernement communiste de Bierut et à retourner en Pologne. Dans leur écrasante majorité les soldats des armées de terre, de l'air et de mer restèrent fidèles à leur serment et continuèrent de reconnaître le gouvernement polonais légal de Londres, ne voulant rien savoir des usurpateurs communistes. Il est vrai que plus tard, en 1946 et 1947 beaucoup de soldats rentrèrent, malgré tout, en Pologne mais ils le firent surtout pour céder aux instances de leurs familles en détresse ou par crainte de vivre sans travail et sans pain à l'étranger.

Les hommes politiques qui rentrèrent en Pologne dans l'espoir qu'ils pourraient empêcher la soviétisa-

tion du pays se préparèrent une désillusion amère. Les agents du Kremlin surent user de tous les moyens à leur disposition depuis les actes de terreur brutale jusqu'aux fraudes et stratagèmes les plus douteux pour empêcher à tout prix une manifestation sincère de la volonté nationale.

Lorsqu'en juillet 1945 M. Popiel arriva en Pologne pour y réorganiser légalement le parti, les autorités communistes lui interdirent toute action dans ce sens sous prétexte qu'il existait déjà un Parti du Travail. En fait, un petit groupement procommuniste agissait sous ce nom. Ce n'est que lorsque M. Popiel se décida à constituer un nouveau Comité Exécutif en cédant le moitié des sièges au groupe procommuniste que la Police de Sécurité autorisa la mise en activité du parti.

Ce nouvel organe exécutif du parti, si bizarrement replâtré s'avéra incapable de toute activité politique normale. L'antagonisme entre les deux groupes se manifesta à toute occasion, l'un des deux soutenant méthodiquement et résolument les communistes. La masse des membres était restée nettement anticommuniste et c'est pourquoi la police interdit le congrès du parti convoqué en juillet 1946, prévoyant, avec raison, une défaite écrasante des procommunistes. Cette interdiction découragea totalement M. Popiel qui prit immédiatement la décision de suspendre l'activité du parti. Le groupement procommuniste profita de la circonstance pour organiser arbitrairement un „conseil suprême“ du soi-disant „Parti du Travail“ et pour se faire passer tant au parlement que dans le pays pour un mouvement de démocratie chrétienne. Cette indigne mascarade n'eut pourtant pas de conséquences trop fâcheuses, car les ouvriers chrétiens ne pouvaient faire confiance à des athés et d'autre part la police, qui avait monté toute cette affaire frauduleuse, savait qu'elle devait avant tout racoler des adhérents au parti communiste et non à ce petit parti pseudocatholique.

Les évènements ultérieurs de Pologne ont pris le cours auquel on pouvait s'attendre. Les élections qui eurent lieu le 19 janvier 1947 furent entièrement truquées. Pour récomposer M. Mikolajczyk de la foi qu'il eut dans les communistes on alloua à sa liste, qui était du reste l'unique liste d'opposition, jusqu'à 6% (sic) des mandats électoraux. Des milliers de personnes emprisonnées pendant la période électorale eurent à subir les traitements les plus cruels allant jusqu'à la torture. Cette triste vérité sur la tragédie polonaise commence à être de mieux en mieux connue dans le monde. Le nombre augmente de ceux qui reconnaissent que la Pologne a été livrée pieds et poings liés à la Russie et qu'elle est soumise à un régime de terreur sanglante. Pourtant, pendant deux ans, on n'avait cessé de vouloir convaincre les Polonais qu'ils avaient une patrie libre et qu'ils devaient se sentir heureux d'avoir maintenant un régime de démocratie progressiste. Il faut malheureusement constater que même dans certains milieux démocrates chrétiens occidentaux les mensonges du gouvernement de Varsovie ont trouvé un accueil favorable. Ces mêmes milieux se détournaient ostensiblement des soi-disant „fascistes londoniens“ et n'avaient que des paroles d'élogieuses pour les laquais de Moscou déguisés en patriotes polonais.

LA TACHE DES EMIGRES

Dans ces tristes années d'après-guerre, alors qu'il n'y avait ni véritable paix ni espoir d'une prochaine libération de la Pologne, un rôle important fut dévolu aux hommes politiques de l'émigration groupés autour du général Joseph Haller. Ils fondèrent en septembre 1945 le Comité Extérieur du Parti du Travail à Londres,

composé principalement de membres des organes suprêmes du parti ç. à. d. du Conseil Suprême et du Comité Exécutif élus par le Congrès du Parti en octobre 1937. Personne ne souleva de doutes quant au caractère parfaitement légal de ce congrès.

Le Comité Extérieur adopta une attitude franchement antisoviétique; il voit, en effet, dans le communisme l'ennemi mortel de la religion et de la civilisation chrétiennes. En accord avec tous les émigrés qui aspirent à l'indépendance de la patrie le Comité Extérieur dénonça le danger soviétique et ne cessa de croire que les nations libres du monde s'éveilleraient à temps et s'opposeraient à l'expansion soviétique.

Repoussant les honteuses décisions de Yalta le Comité Extérieur ne reconnut ni l'annexion par les Soviétiques de la Pologne orientale ni le régime communiste de Bierut. Par contre, il donna son appui absolu au gouvernement légal polonais de Londres dans lequel il est, du reste, représenté par deux de ses membres.

Le gouvernement en question fut d'abord présidé par le vieux vétéran socialiste Thomas Arciszewski auquel succéda, par la suite, un homme plus jeune, le général Bor-Komorowski. Quant aux fonctions de Président de la République elles passèrent après la mort de Wladyslaw Raczkievicz (6 juin 1947) à M. Auguste Zaleski, ancien ministre des Affaires Etrangères.

Comme nous l'avons déjà dit, la grande masse des soldats polonais, le général Anders en tête, est restée en exil. Leur nombre a été renforcé par de nouveaux réfugiés qui ont fui la terreur soviétique rampant en Pologne dans les années 1945-8. Il faut leur adjoindre aussi les nombreux Polonais déportés en Allemagne pendant la guerre et qui cherchent du travail dans le monde entier. N'oublions pas enfin la vieille émigration polonaise d'avant-guerre particulièrement nombreuse en France.

C'est dans ces masses d'exilés polonais que le Comité Extérieur jette la semence de l'idée chrétienne

et sociale. Afin de se faciliter le contact avec les organisations d'un autre type poursuivant une activité soit professionnelle soit éducative, le Comité Extérieur du Parti du Travail accéda en mars 1948 à la Fédération des Organisations Chrétienne Sociales. C'est un simple comité d'entente entre organisations que rapproche une idéologie analogue: en font partie l'Union Syndicale Polonaise Chrétienne fondée en 1945, l'Union de la Jeunesse Chrétienne Sociale fondée en 1947 et d'autres. Le travail progresse et donne de bons résultats.

Mais, il est bien évident que ce ne sont pas les exilés qui déciderent du sort du mouvement démocrate-chrétien mais bien les masses d'adhérents en Pologne même. Le Comité Extérieur a des raisons d'être optimiste à ce sujet. Il est vrai que la propagande communiste s'efforce de s'insinuer dans l'âme des Polonais, il est vrai que les „réformes“ soviétiques ruinent les fondements économiques sur lesquels s'appuie l'édifice de toute société libre. Il est vrai que la mort enlève l'un après l'autre les vieux militants et qu'il n'est pas possible d'en former de nouveaux parce que dans la Pologne d'aujourd'hui les syndicats chrétiens, les organisations ouvrières catholiques et, à plus forte raison, le parti démocrate-chrétien sont interdits.

Tout cela est malheureusement vrai, comme il est vrai, également, que la réalisation de la doctrine de Marx et de Lénine n'a apporté au peuple que la misère et l'esclavage et que, en conséquence, la nostalgie du grand idéal catholique-social ne fait que croître. La conviction s'ancre de plus en plus dans le coeur et l'esprit de hommes que ni la haine de race ou de classe, ni les guerres ou les révolutions ne garantiront un meilleur avenir à l'humanité. Désenchantée et déçue l'humanité prête une oreille toujours plus attentive à la voix du Sant-Siège qui inlassablement proclame les grands principes de la justice et de l'amour du prochain.

Dans les pays de l'Europe occidentale le mouvement démocrate-chrétien se développe avec des chances variables, mais en général on peut dire qu'il fait de grands progrès. La Pologne appartient, elle aussi, aux pays de culture occidentale et chrétienne. Quand l'occupation soviétique cessera, et elle cessera sûrement, le mouvement démocrate-chrétien en Pologne prendra, sans aucun doute, un nouvel essor.

Arch. Emigracji

Biblioteka

Główna

UMK Toruń

1380487

Biblioteka Główna UMK



300020873048